

IDENTIFICATION -1A

Le bordereau IDENTIFICATION (IDE) permet l'identification des établissements et services en faveur des adultes et familles en difficulté sociale.

Les zones pré-remplies peuvent être erronées, dans ce cas veuillez inscrire les modifications dans les zones prévues à cet effet.

A. Identification de la structure

		Modifications éventuelles	
Numéro FINESS <i>(ou d'identification de l'établissement ou service)</i>	A1	<input type="text"/>	B1 <input type="text"/>
Numéro Siret	A2	<input type="text"/>	B2 <input type="text"/>
Nom ou raison sociale	A3	<input type="text"/>	B3 <input type="text"/>
Adresse	A4	<input type="text"/>	B4 <input type="text"/>
Complément d'adresse ou Boîte postale	A5	<input type="text"/>	B5 <input type="text"/>
Code postal	A6	<input type="text"/>	B6 <input type="text"/>
Commune	A7	<input type="text"/>	B7 <input type="text"/>
Téléphone	A8	<input type="text"/>	B8 <input type="text"/>
E-mail de l'établissement	A9	<input type="text"/>	B9 <input type="text"/>
Libellé de la catégorie FINESS	A10	<input type="text"/>	B10 <input type="text"/>
Code de la catégorie FINESS	A11	<input type="text"/>	B11 <input type="text"/>

B. Identification de l'entité juridique

		Modifications éventuelles	
Numéro FINESS de l'entité juridique	A12	<input type="text"/>	B12 <input type="text"/>
Nom ou raison sociale	A13	<input type="text"/>	B13 <input type="text"/>
Libellé du statut juridique	A14	<input type="text"/>	B14 <input type="text"/>
Si le code du statut juridique n'est pas rempli, vous devez le compléter dans la zone de modifications éventuelles, case B15 (ci-dessous)			
Code du statut juridique	A15	<input type="text"/>	B15 <input type="text"/>

C. Identification du répondant à l'enquête

Prénom	A16	<input type="text"/>	Nom	B16	<input type="text"/>
Téléphone	A17	<input type="text"/>	E-mail du répondant	B17	<input type="text"/>
Fonction	A18	<input type="text"/>			

EN CAS DE DIFFICULTÉ, VOUS POUVEZ CONTACTER

. HOTLINE : Tél. 01 71 25 00 11

Adresse électronique : hotline-enquete-es@ipsos-enquetes-drees.fr

B. Modalités d'hébergement ou de logement (places permanentes)

Seules les **places permanentes d'hébergement** (partie A, colonne 1 – **sauf ligne "Places hors hébergement"**) doivent être décrites.
 Les places d'hébergement regroupé et les places d'hébergement diffus (définitions ci-dessous) doivent être décrites séparément.

HÉBERGEMENT REGROUPÉ : Hébergement de type foyer, au sein même de l'établissement, y compris les logements indépendants situés dans l'établissement.

HÉBERGEMENT DIFFUS/ÉCLATÉ : Hébergement hors de l'établissement, dans des appartements ou des chambres dispersés dans le logement ordinaire ou l'habitat social, y compris en foyer de jeunes travailleurs ou foyer de travailleurs migrants, ou encore en chambre d'hôtel.

Pour chaque modalité d'hébergement ou de logement, inscrire le nombre d'appartements ou de chambres et le nombre de places dont la structure dispose (colonnes 1, 2, 4 et 5) ainsi que le nombre de personnes hébergées dans ces chambres ou appartements (colonnes 3 et 6).

Attention :

Seules les places permanentes d'hébergement (partie A, colonne 1 – **sauf ligne "Places hors hébergement"**) doivent être décrites.

La somme des totaux du nombre de places en hébergement regroupé et en hébergement diffus/éclaté doit être identique à la capacité installée permanente décrite dans le tableau A (sauf "Places hors hébergement")

La somme des totaux du nombre des effectifs en hébergement regroupé et en hébergement diffus/éclaté doit être identique à l'effectif décrit dans le tableau A (partie A, colonne 4 - sauf "Places hors hébergement")

Vous déclarez dans le tableau B :

A10 places : colonnes (2) + (5)
 A11 effectifs présents : colonnes (3) + (6)

Rappel, vous avez déclaré dans le tableau A:

B10 places (sauf "Places hors hébergement"): colonne (1)
 B11 effectifs présents (sauf "Places hors hébergement") : colonne (4)

Modalités d'hébergement ou de logement		Hébergement regroupés au 15/12/2016			Hébergement diffus/éclaté au 15/12/2016		
		Nombre d'appartements ou de chambres (1)	Nombre de places (2)	Effectifs présents (enfants et adultes) (3)	Nombre d'appartements ou de chambres (4)	Nombre de places (5)	Effectifs présents (enfants et adultes) (6)
		A	B	C	D	E	F
Ensemble des places	12						
Chambre individuelle (hors chambre d'hôtel)	13						
Chambre aménagée pour couples et familles	14						
Chambre partagée entre plusieurs adultes hors couples et familles (quatre lits au maximum)	15						
dont chambres à deux lits	16						
dont chambres à trois lits	17						
dont chambres à quatre lits	18						
Dortoir (salle commune contenant au moins 5 lits)	19						
Studio ou logement de type T1	20						
Appartement ou maison de type T1' ou T1bis	21						
Appartement ou maison de type T2	22						
Appartement ou maison de type T3	23						
Appartement ou maison de type T4 ou plus	24						
Chambre d'hôtel	25						

C. Services et prestations proposés par l'établissement

SERVICES ET PRESTATIONS

Restauration collective : possibilité pour les personnes, hébergées ou non, de prendre un repas, préparé sur place ou livré, en commun au sein de l'établissement.

Restauration individuelle : possibilité pour les personnes de faire la cuisine elles-mêmes dans un espace partagé ou non.

Accès à des soins immédiats : transport et accompagnement immédiat vers la médecine de ville ou les hôpitaux, orientation ou délivrance de premiers secours ou premiers soins, lien avec les équipes mobiles de psychiatrie.

Domiciliation : service rendu aux personnes sans domicile stable leur permettant de disposer d'une adresse administrative pour faire valoir leurs droits civils, civiques et sociaux et d'y recevoir leur courrier.

Aide aux démarches administratives et juridiques : aide à la constitution de dossiers ou à la compréhension des démarches, procédures ou droits relatifs à l'état civil, la citoyenneté, l'accès au logement et aux aides, aux conditions de séjour et statut des personnes étrangères, aux questions de justice et de droit à la famille, l'accès aux services bancaires, etc.

Accompagnement vers l'emploi : aide face aux difficultés matérielles, sociales et psychologiques qui handicapent le retour au travail, orientation et accompagnement, y compris physiquement, vers Pôle emploi, les missions locales, les structures d'insertion, les organismes de formation, les employeurs, etc.

Accompagnement vers ou dans le logement : aide à la constitution d'un dossier de demande de logement, à la recherche d'un logement, à la mobilisation des aides au logement, accompagnement social dans le logement, aide au respect des règles de vie en habitat collectif, médiation en cas d'incident de parcours, etc., quel que soit le mode de financement.

Accompagnement à la santé et aux soins : éducation à la santé, recherche d'un climat de confiance nécessaire à l'acceptation d'une démarche de soin, propositions de bilans de santé, orientation et accompagnement, y compris physiquement, vers des prises en charge sanitaires adaptées.

Accompagnement à la parentalité : accompagnement des familles dans leur rôle éducatif, par des animations collectives, des groupes de paroles, du conseil individualisé, orientation et accompagnement vers les professionnels sociaux et sanitaires de la petite enfance, aide à la scolarisation.

Accompagnement à la vie sociale (culture, loisirs, sports) : ateliers d'écriture et d'expression, organisation de temps collectifs (ateliers artistiques, vacances, sorties culturelles, sport...), accompagnement personnalisé tenant compte des situations d'anxiété et de non demande.

ACTIVITÉS

Activités professionnelles en atelier et adaptation à la vie active : actions ayant pour but d'apprendre ou réapprendre les règles nécessaires à l'exercice d'une activité professionnelle. Elles s'adressent à des personnes qui ne sont pas en mesure d'effectuer un travail régulier en raison d'un cumul de difficultés, notamment sociales, professionnelles ou liées à leur état de santé et qui, pour ce motif n'ont pas vocation à bénéficier des aides à l'insertion par l'activité économique. L'adaptation à la vie active est régie par le décret n° 2001-576 du 3 juillet 2001.

Insertion par l'activité économique : l'insertion par l'activité économique a pour objet de permettre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle. Elle s'exerce au sein d'entreprises d'insertion, d'entreprises de travail temporaire d'insertion, d'associations intermédiaires ou encore de chantiers ou d'ateliers d'insertion. L'insertion par l'activité économique est régie par l'article L.5132 du Code du travail.

Accueil de jour / halte de nuit : accueil sans hébergement permettant à une personne de se rendre dans l'établissement afin de disposer d'un vestiaire, de prendre une douche, d'avoir un contact avec un travailleur social, etc.

Service d'accueil et d'orientation (SAO) : le SAO est une composante du dispositif de veille sociale. Il s'agit d'un guichet (accueil physique) inscrit dans un réseau partenarial de prise en charge des personnes en grande difficulté. Il assure le premier entretien avec la personne et initie son parcours.

Équipe mobile : maraude ou équipe de rue chargée d'entrer en contact avec les personnes qui ne formulent pas de demande explicite ou n'utilisent pas les dispositifs alors qu'elles sont à la rue.

115 : numéro d'appel d'urgence destiné à l'accueil et l'aide aux personnes sans-abri et en grande difficulté, gratuit et disponible 24h/24h.

Service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) : le SIAO a vocation, sous l'autorité de l'État, à disposer d'une vision exhaustive du parc d'hébergement et de logement. Il centralise les demandes de prise en charge et oriente vers la solution la plus adaptée à leur situation.

Le conseil de la vie sociale, ou conseil de concertation et comité de résidents pour les logements foyers, est constitué de représentants des personnes hébergées ou logées par l'établissement, et de représentants des professionnels et des gestionnaires de l'établissement. Il a pour but de donner son avis et faire des propositions sur toute question intéressant le fonctionnement de l'établissement. Le conseil de la vie sociale est régi par le décret 2004-287 du 25 mars 2004. Le conseil de concertation et le comité de résidents sont régis par les articles L633-4 et R633-5 et suivants du CCH.

Le comité de résidents représente les personnes logées dans le foyer au sein du conseil de concertation dans leurs relations avec le gestionnaire et le propriétaire de l'établissement, s'il est distinct du gestionnaire.

Existence de services ou de prestations au 15/12/2016				
Alimenter				
Restauration collective	A26	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Restauration individuelle	A27	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Distribution de produits alimentaires, de bons alimentaires, de tickets restaurant	A28	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Accès à des produits alimentaires à coût réduit ou issus de l'autoproduction	A29	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Aider matériellement ou financièrement				
Accès à des consignes ou bagageries	A30	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Distribution de vêtements, couvertures, duvets	A31	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Aide au transport	A32	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Procurer un accès à l'hygiène ou à des soins immédiats				
Accès à l'hygiène (douches, machines à laver, etc.) y compris sans hébergement	A33	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Accès à des soins immédiats	A34	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Accueillir				
Crèche, jardin d'enfants ou garderie	A35	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Chenil	A36	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Construire un parcours d'autonomie				
Domiciliation	A37	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Nombre de personnes prises en charge au 15/12/2016	A38	<input type="text"/>		
Aide aux démarches administratives et juridiques	A39	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Accompagnement vers l'emploi	A40	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Nombre de personnes prises en charge au 15/12/2016	A41	<input type="text"/>		
Accompagnement vers ou dans le logement	A42	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Nombre de personnes prises en charge au 15/12/2016	A43	<input type="text"/>		
Accompagnement à la santé et aux soins	A44	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Accompagnement à la parentalité	A45	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Accompagnement à la vie sociale (culture, loisirs, sports)	A46	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Existence d'autres activités dans l'établissement au 15/12/2016				
Activités professionnelles en atelier (y compris AVA)	A47	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Nombre de personnes prises en charge au 15/12/2016	A48	<input type="text"/>		
Insertion par l'activité économique	A49	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Nombre de personnes prises en charge au 15/12/2016	A50	<input type="text"/>		
Accueil de jour	A51	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Nombre de personnes prises en charge au 15/12/2016	A52	<input type="text"/>		
Halte de nuit	A53	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Nombre de personnes prises en charge au 15/12/2016	A54	<input type="text"/>		
Service d'accueil orientation (SAO)	A55	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Équipe mobile	A56	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
115	A57	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO)	A58	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Conseil de vie sociale ou de concertation, comité de résidents				
Existe-t-il un conseil de la vie sociale, un conseil de concertation ou un équivalent ?	A59	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Existe-t-il un comité de résidents ?	A60	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>

D. Projet d'établissement

L'établissement héberge-t-il ou loge-t-il des publics particuliers en priorité ?

Si oui, lesquels (plusieurs réponses possibles) :

	A61	Oui <input checked="" type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Personnes sortant de prison	A62	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Personnes relevant de mesures judiciaires	A63	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Personnes auteurs de violences	A64	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Personnes confrontées à l'alcoolisme, aux toxicomanies ou à d'autres dépendances	A65	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Personnes sortant d'établissement psychiatrique ou souffrant de troubles psychiques	A66	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Personnes souffrant de pathologies lourdes et invalidantes	A67	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Personnes victimes de violences	A68	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Femmes enceintes ou mères isolées accompagnées d'enfants de moins de 3 ans	A69	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Personnes prostituées, en danger ou sortant de prostitution	A70	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Jeunes (moins de 25 ans)	A71	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Personnes vieillissantes	A72	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Réfugiés statutaires	A73	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Demandeurs d'asile	A74	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
L'établissement accepte-t-il des personnes accompagnées d'animaux ?	A75	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
L'établissement reçoit-il un financement du conseil départemental (Aide sociale à l'enfance) pour l'accueil de femmes enceintes ou mères isolées avec enfants de moins de 3 ans ?	A76	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
L'établissement reçoit-il un financement du ministère de la Justice pour l'accueil de sortants de prison ou de personnes relevant de mesures judiciaires ?	A77	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
L'établissement reçoit-il un financement du ministère de la Santé pour l'accueil de personnes souffrant de troubles psychiques ?	A78	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>

Le **bordereau PERSONNEL (PER)** a pour objectif de décrire le personnel en fonction au 31/12/2016

Lisez attentivement les définitions. Si vous éprouvez des difficultés à décrire votre activité, prenez contact avec la hotline (coordonnées sur le **bordereau IDENTIFICATION**).

Inclure, quel que soit le budget utilisé :

- ↳ le personnel en congé ou en disponibilité depuis moins de 6 mois au 31/12/2016 ;
- ↳ le personnel remplaçant les titulaires en congé ou en disponibilité depuis 6 mois ou plus au 31/12/2016 ;
- ↳ le personnel en contrat aidé ou en alternance ;
- ↳ le personnel en contrat à durée déterminée ou intérim, sauf s'il remplace une personne en congé ou en disponibilité depuis moins de 6 mois ;
- ↳ les congréganistes non salariés ;
- ↳ le personnel mis à disposition de l'établissement ;
- ↳ le personnel des CCAS ou de la mairie qui gère l'établissement sur son poste de travail ;
- ↳ le personnel payé par l'établissement à la vacation ou sous forme d'honoraires.

Exclure :

- ↳ le personnel en congé ou en disponibilité depuis 6 mois ou plus au 31/12/2016 ;
- ↳ le personnel remplaçant les titulaires en congé ou en disponibilité depuis moins de 6 mois au 31/12/2016 ;
- ↳ les personnes suivies ou accueillies par le service ou l'établissement, même si elles y exercent une activité professionnelle en relation avec le fonctionnement de l'établissement ou du service ;
- ↳ le personnel à la charge du public accueilli (médecins ou personnels paramédicaux libéraux rendant visite à leurs patients et payés directement par eux) ;
- ↳ le personnel des sociétés de sous-traitance ;
- ↳ les bénévoles ;
- ↳ les stagiaires (sauf stagiaires fonctionnaires) et les volontaires civils.

CONSIGNES

Fonction principale exercée (colonne 4) : Indiquer la fonction exercée, que la personne soit titulaire d'un diplôme ou non. Si une personne exerce plusieurs fonctions au sein de l'établissement, indiquer celle qui lui prend le plus de temps, sauf pour les directeurs, pour qui la fonction de direction primera.

Note : On appelle personnel d'encadrement sanitaire et social le personnel qui exerce, dans le cadre de sa fonction usuelle, un rôle d'encadrement auprès d'autre personnel social, éducatif, médical ou paramédical.

Fonction publique ou convention (colonne 6) : En général, une même convention par établissement ou service.

Diplôme ou corps statutaire (colonne 8) : À renseigner uniquement pour les personnes exerçant principalement l'une des fonctions grisées dans la nomenclature des fonctions exercées (colonne 4).

Équivalent temps plein (colonne 9) : Rapporter le temps de travail hebdomadaire de l'employé au temps de travail statutaire de la profession considérée, sans compter les heures supplémentaires. L'ETP obtenu doit être inférieur ou égal à 1,00. Le temps de travail hebdomadaire statutaire est généralement de 35h ou 39h – sauf par exemple pour les professeurs des écoles (26h) ou les professeurs certifiés (18h).

Le **bordereau PERSONNES HÉBERGÉES OU LOGÉES (HEB)** a pour objectif de décrire les personnes - adultes et enfants - hébergées ou logées au 15 décembre 2016 sur les places permanentes hors places d'urgence des établissements accueillant des adultes et des familles en difficulté sociale.

Attention : Les personnes hébergées sur des places d'urgence et des places "hors hébergement" ne doivent pas être décrites ici.

Lisez attentivement les codes proposés pour chaque variable. Si vous éprouvez des difficultés à décrire votre activité, prenez contact avec la hotline (coordonnées sur le **bordereau IDENTIFICATION**).

CONSIGNES

Composition de la famille ou du groupe (colonne 2) : On considère comme une famille ou un groupe les personnes hébergées ensemble après avoir formulé conjointement leur demande d'hébergement.

Lien avec la personne de référence (colonne 3) : Choisir un adulte de la famille ou du groupe comme personne de référence et indiquer le lien avec cette personne pour les autres membres de cette famille ou ce groupe. Si la famille ou le groupe ne compte pas d'adulte, indiquer l'un des mineurs. Pour une personne seule, celle-ci est automatiquement personne de référence.

Exemples : Pour une personne seule, on indiquera 1 (Personne seule) dans la colonne 2 et 1 (Personne de référence) dans la colonne 3. Pour un couple accompagné de ses deux enfants et de la mère d'un des adultes, on indiquera 6 (Groupe d'adultes avec enfant(s)) dans la colonne 2 pour les cinq personnes du groupe et, dans la colonne 3, on indiquera 1 (Personne de référence) pour le père (ou la mère), 2 (Conjoint) pour la mère (ou le père selon), 6 (Enfant) pour les deux enfants et 3 (Ascendant direct) pour la grand-mère.

Nationalité (colonne 6) : Pays de l'Union européenne : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, République Tchèque, Slovaquie, Slovénie et Suède.

Statut (colonne 7) : À ne remplir que pour les personnes de nationalité étrangère non ressortissantes de l'Union européenne.

Note : L'accueil provisoire de séjour (APS) concerne les étrangers malades ou les étudiants, à l'exclusion des demandeurs d'asile.

Intervention du SIAO (colonne 11) : Indiquer si le service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO) est intervenu dans l'orientation de la personne vers l'établissement.

Type de place (colonne 12) : Il s'agit d'indiquer le type d'hébergement ou de logement des personnes décrites.

places d'insertion : Places relatives à un hébergement dans la durée de personnes confrontées à des difficultés sociales. Cet hébergement est associé à des actions socio-éducatives en vue d'aider les personnes accueillies à retrouver leur autonomie personnelle et sociale.

places de stabilisation : Places relatives à un hébergement, ouvert 24h/24h, avec un accompagnement social, qui doit permettre aux personnes fortement désocialisées, éloignées de l'insertion, de se stabiliser.

places d'urgence : Places relatives à un hébergement temporaire avec une prise en charge immédiate et inconditionnelle hors PADA (plateforme d'accueil des demandeurs d'asile).

places en logement adapté : Modalité de logement associant logements privés, espaces collectifs et services collectifs. Les occupants de ces logements, que leur occupation soit temporaire ou plus durable, versent une redevance ou un loyer, ont un statut d'occupation (bail ou titre d'occupation) et bénéficient des aides au logement.

autres places d'hébergement : Places d'hébergement ne relevant ni de l'insertion à proprement parler, ni de la stabilisation, ni de l'urgence. Par exemple : places de CADA, ATSA, accueil mère-enfant.

places hors hébergement : Activités hors hébergement pour lesquelles, pour des raisons administratives, il est habituel de rendre compte de l'activité avec un nombre de places. Exemples : insertion par l'activité économique, activités de veille sociale, accompagnement social dans le logement, équipes mobiles, activités professionnelles en atelier, services d'accueil et d'orientation, et accueil de jour. Ces places doivent être comprises dans le total de places figurant sur l'arrêté de référence de l'établissement.

Principal motif d'admission (colonne 13) : Le motif d'admission doit être identique pour l'ensemble des personnes composant une famille ou un groupe.

Type d'hébergement ou de logement antérieur (colonne 16) : Indiquer le type d'hébergement ou de logement juste avant l'entrée dans l'établissement.

Note : Le logement locatif social comprend différents types de logement : le logement (public ou privé) de type HLM, le logement subventionné ou conventionné, les coopératives d'habitation.

Catégorie socioprofessionnelle (colonne 19) : À remplir pour toute personne décrite, y compris les personnes au chômage ou retraitées (indiquer alors la dernière profession exercée ou la profession recherchée vu les qualifications).

Revenu du travail ou de stage (colonne 20) : Indiquer si la personne décrite perçoit ou non un revenu issu d'un travail en cours ou relatif à un stage (hors retraite, allocation chômage...).

Le **bordereau PERSONNES SORTIES (SOR)** a pour objectif de décrire les sorties définitives de l'établissement au cours de l'année 2016. Si une personne est sortie plusieurs fois de l'établissement dans l'année, elle doit être décrite autant de fois qu'elle est sortie définitivement. Une sortie est dite définitive si la place n'a pas été conservée pour la personne, même si la personne a été à nouveau hébergée en 2016.

Attention : Les personnes hébergées sur des places d'urgence et des places "hors hébergement" ne doivent pas être décrites ici.

Lisez attentivement les codes proposés pour chaque variable. Si vous éprouvez des difficultés à décrire votre activité, prenez contact avec la hotline (coordonnées sur le **bordereau IDENTIFICATION**).

CONSIGNES

Composition de la famille ou du groupe (colonne 2) : On considère comme une famille ou un groupe les personnes hébergées ensemble après avoir formulé conjointement leur demande d'hébergement.

Lien avec la personne de référence (colonne 3) : Choisir un adulte de la famille ou du groupe comme personne de référence et indiquer le lien avec cette personne pour les autres membres de cette famille ou ce groupe. Si la famille ou le groupe ne compte pas d'adulte, indiquer l'un des mineurs. Pour une personne seule, celle-ci est automatiquement personne de référence.

Exemples : Pour une personne seule, on indiquera 1 (Personne seule) dans la colonne 2 et 1 (Personne de référence) dans la colonne 3. Pour un couple accompagné de ses deux enfants et de la mère d'un des adultes, on indiquera 6 (Groupe d'adultes avec enfant(s)) dans la colonne 2 pour les cinq personnes du groupe et, dans la colonne 3, on indiquera 1 (Personne de référence) pour le père (ou la mère), 2 (Conjoint) pour la mère (ou le père selon), 6 (Enfant) pour les deux enfants et 3 (Ascendant direct) pour la grand-mère.

Nationalité (colonne 6) : Pays de l'Union européenne : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, République Tchèque, Slovaquie, Slovénie et Suède.

Statut (colonne 7) : À ne remplir que pour les personnes de nationalité étrangère non ressortissantes de l'Union européenne.

Note : L'accueil provisoire de séjour (APS) concerne les étrangers malades ou les étudiants, à l'exclusion des demandeurs d'asile.

Intervention du SIAO (colonne 13) : Indiquer si le service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO) est intervenu dans l'orientation de la personne vers l'établissement.

Type de place (colonne 14) : Il s'agit d'indiquer le type d'hébergement ou de logement des personnes décrites.

places d'insertion : Places relatives à un hébergement dans la durée de personnes confrontées à des difficultés sociales. Cet hébergement est associé à des actions socio-éducatives en vue d'aider les personnes accueillies à retrouver leur autonomie personnelle et sociale.

places de stabilisation : Places relatives à un hébergement, ouvert 24h/24h, avec un accompagnement social, qui doit permettre aux personnes fortement désocialisées, éloignées de l'insertion, de se stabiliser.

places d'urgence : Places relatives à un hébergement temporaire avec une prise en charge immédiate et inconditionnelle-hors PADA (plateforme d'accueil des demandeurs d'asile).

places en logement adapté : Modalité de logement associant logements privés, espaces collectifs et services collectifs. Les occupants de ces logements, que leur occupation soit temporaire ou plus durable, versent une redevance ou un loyer, ont un statut d'occupation (bail ou titre d'occupation) et bénéficient des aides au logement.

autres places d'hébergement : Places d'hébergement ne relevant ni de l'insertion à proprement parler, ni de la stabilisation, ni de l'urgence. Par exemple : places de CADA, ATSA, accueil mère-enfant.

places hors hébergement : Activités hors hébergement pour lesquelles, pour des raisons administratives, il est habituel de rendre compte de l'activité avec un nombre de places. Exemples : insertion par l'activité économique, activités de veille sociale, accompagnement social dans le logement, équipes mobiles, activités professionnelles en atelier, services d'accueil et d'orientation, et accueil de jour. Ces places doivent être comprises dans le total de places figurant sur l'arrêté de référence de l'établissement.

Principal motif d'admission (colonne 15) : Le motif d'admission doit être identique pour l'ensemble des personnes composant une famille ou un groupe.

Type d'hébergement ou de logement antérieur (colonne 17) et de destination (colonne 18) : Indiquer le type d'hébergement ou de logement juste avant l'entrée dans l'établissement (colonne 17) et le type d'hébergement ou de logement de destination au moment de la sortie (colonne 18).

Note : Le logement locatif social comprend différents types de logement : le logement (public ou privé) de type HLM, le logement subventionné ou conventionné, les coopératives d'habitation.

Catégorie socioprofessionnelle (colonne 21) : À remplir pour toute personne décrite, y compris les personnes au chômage ou retraitées (indiquer alors la dernière profession exercée ou la profession recherchée vu les qualifications).

Revenu du travail ou de stage (colonne 22) : Indiquer si la personne décrite perçoit ou non un revenu issu d'un travail en cours ou relatif à un stage (hors retraite, allocation chômage...).

Le **bordereau URGENCE (URG)** a pour objectif de décrire les personnes hébergées sur des places d'urgence dans la nuit du 21 au 22 février 2017. Il peut s'avérer nécessaire de poser des questions aux personnes hébergées.

Lisez attentivement les codes proposés pour chaque variable. Si vous éprouvez des difficultés à décrire votre activité, prenez contact avec la hotline (coordonnées sur le **bordereau IDENTIFICATION**).

DÉFINITION DES PLACES D'URGENCE : Les places d'urgence sont des places relatives à un hébergement temporaire, avec une prise en charge immédiate et inconditionnelle hors PADA (plateforme d'accueil des demandeurs d'asile).

CONSIGNES

Composition de la famille ou du groupe (colonne 2) : On considère comme une famille ou un groupe les personnes hébergées ensemble après avoir formulé conjointement leur demande d'hébergement.

Lien avec la personne de référence (colonne 3) : Choisir un adulte de la famille ou du groupe comme personne de référence et indiquer le lien avec cette personne pour les autres membres de cette famille ou ce groupe. Si la famille ou le groupe ne compte pas d'adulte, indiquer l'un des mineurs. Pour une personne seule, celle-ci est automatiquement personne de référence.

Exemples : Pour une personne seule, on indiquera 1 (Personne seule) dans la colonne 2 et 1 (Personne de référence) dans la colonne 3. Pour un couple accompagné de ses deux enfants et de la mère d'un des adultes, on indiquera 6 (Groupe d'adultes avec enfant(s)) dans la colonne 2 pour les cinq personnes du groupe et, dans la colonne 3, on indiquera 1 (Personne de référence) pour le père (ou la mère), 2 (Conjoint) pour la mère (ou le père selon), 6 (Enfant) pour les deux enfants et 3 (Ascendant direct) pour la grand-mère.

Nationalité (colonne 6) : Pays de l'Union européenne : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, République Tchèque, Slovaquie, Slovénie et Suède.

Statut (colonne 7) : À ne remplir que pour les personnes de nationalité étrangère non ressortissantes de l'Union européenne.

Note : L'accueil provisoire de séjour (APS) concerne les étrangers malades ou les étudiants, à l'exclusion des demandeurs d'asile.

Orientation (colonne 8) : Indiquer par quel service la personne a été orientée vers l'établissement, que la demande soit passée ou non par l'intermédiaire du SIAO.

Intervention du SIAO (colonne 9) : Indiquer si le service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO) est intervenu dans l'orientation de la personne vers l'établissement.

Nombre de nuits passées sur place (colonne 10) : Indiquer le nombre de nuits d'affiliée, y compris celle du 21 au 22 février 2017, que la personne a passées dans l'hébergement d'urgence dans le cadre de la même demande d'hébergement (la place restant réservée).

Attention : Si la place n'est pas gardée dans la journée et que les personnes doivent renouveler leur demande d'hébergement chaque jour, indiquer 1, même si la personne est revenue plusieurs nuits.

Ancienneté du dernier logement personnel (colonne 12) : Indiquer depuis quand la personne n'a pas eu de logement personnel, c'est-à-dire un logement occupé en tant que propriétaire, locataire ou sous-locataire ou le domicile parental ou conjugal.

Revenu du travail ou de stage (colonne 13) : Indiquer si la personne décrite perçoit ou non un revenu issu d'un travail en cours ou relatif à un stage (hors retraite, allocation chômage...).

IDENTIFICATION -1A

Le **bordereau IDENTIFICATION (IDE)** permet l'identification des établissements et services en faveur des adultes et familles en difficulté sociale.

Les zones pré-remplies peuvent être erronées, dans ce cas veuillez inscrire les modifications dans les zones prévues à cet effet.

A. Identification de la structure

Modifications éventuelles

Numéro FINESS <i>(ou d'identification de l'établissement ou service)</i>	A1	<input type="text"/>	B1	<input type="text"/>
Numéro Siret	A2	<input type="text"/>	B2	<input type="text"/>
Nom ou raison sociale	A3	<input type="text"/>	B3	<input type="text"/>
Adresse	A4	<input type="text"/>	B4	<input type="text"/>
Complément d'adresse ou Boîte postale	A5	<input type="text"/>	B5	<input type="text"/>
Code postal	A6	<input type="text"/>	B6	<input type="text"/>
Commune	A7	<input type="text"/>	B7	<input type="text"/>
Téléphone	A8	<input type="text"/>	B8	<input type="text"/>
E-mail de l'établissement	A9	<input type="text"/>	B9	<input type="text"/>
Libellé de la catégorie FINESS	A10	<input type="text"/>	B10	<input type="text"/>
Code de la catégorie FINESS	A11	<input type="text"/>	B11	<input type="text"/>
Êtes-vous une résidence accueil ?	C11	Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/>		

B. Identification de l'entité juridique

Modifications éventuelles

Numéro FINESS de l'entité juridique	A12	<input type="text"/>	B12	<input type="text"/>
Nom ou raison sociale	A13	<input type="text"/>	B13	<input type="text"/>
Libellé du statut juridique	A14	<input type="text"/>	B14	<input type="text"/>
Si le code du statut juridique n'est pas rempli, vous devez le compléter dans la zone de modifications éventuelles, case B15 (ci-dessous)				
Code du statut juridique	A15	<input type="text"/>	B15	<input type="text"/>

C. Identification du répondant à l'enquête

Prénom	A16	<input type="text"/>	Nom	B16	<input type="text"/>
Téléphone	A17	<input type="text"/>	E-mail du répondant	B17	<input type="text"/>
Fonction	A18	<input type="text"/>			

EN CAS DE DIFFICULTÉ, VOUS POUVEZ CONTACTER

. HOTLINE : Tél. 01 71 25 00 11

Adresse électronique : hotline-enquete-es@ipsos-enquetes-drees.fr

B. Modalités d'hébergement ou de logement (places permanentes)

Seules les **places permanentes d'hébergement** (partie A, colonne 1 – **sauf ligne "Places hors hébergement"**) doivent être décrites.
 Les places d'hébergement regroupé et les places d'hébergement diffus (définitions ci-dessous) doivent être décrites séparément.

HÉBERGEMENT REGROUPÉ : Hébergement de type foyer, au sein même de l'établissement, y compris les logements indépendants situés dans l'établissement.

HÉBERGEMENT DIFFUS/ÉCLATÉ : Hébergement hors de l'établissement, dans des appartements ou des chambres dispersés dans le logement ordinaire ou l'habitat social, y compris en foyer de jeunes travailleurs ou foyer de travailleurs migrants, ou encore en chambre d'hôtel.

Pour chaque modalité d'hébergement ou de logement, inscrire le nombre d'appartements ou de chambres et le nombre de places dont la structure dispose (colonnes 1, 2, 4 et 5) ainsi que le nombre de personnes hébergées dans ces chambres ou appartements (colonnes 3 et 6).

Attention :

Seules les **places permanentes d'hébergement** (partie A, colonne 1 – **sauf ligne "Places hors hébergement"**) doivent être décrites.

La somme des totaux du nombre de places en hébergement regroupé et en hébergement diffus/éclaté doit être identique à la capacité installée permanente décrite dans le tableau A (sauf "Places hors hébergement")

La somme des totaux du nombre des effectifs en hébergement regroupé et en hébergement diffus/éclaté doit être identique à l'effectif décrit dans le tableau A (partie A, colonne 4 - sauf "Places hors hébergement")

Vous déclarez dans le tableau B :

A10 places : colonnes (2) + (5)
 A11 effectifs présents : colonnes (3) + (6)

Rappel, vous avez déclaré dans le tableau A:

B10 places (sauf "Places hors hébergement"): colonne (1)
 B11 effectifs présents (sauf "Places hors hébergement") : colonne (4)

Modalités d'hébergement ou de logement		Hébergement regroupés au 15/12/2016			Hébergement diffus/éclaté au 15/12/2016		
		Nombre d'appartements ou de chambres (1)	Nombre de places (2)	Effectifs présents (enfants et adultes) (3)	Nombre d'appartements ou de chambres (4)	Nombre de places (5)	Effectifs présents (enfants et adultes) (6)
		A	B	C	D	E	F
Ensemble des places	12						
Chambre individuelle (hors chambre d'hôtel)	13						
Chambre aménagée pour couples et familles	14						
Chambre partagée entre plusieurs adultes hors couples et familles (quatre lits au maximum)	15						
dont chambres à deux lits	16						
dont chambres à trois lits	17						
dont chambres à quatre lits	18						
Dortoir (salle commune contenant au moins 5 lits)	19						
Studio ou logement de type T1	20						
Appartement ou maison de type T1' ou T1bis	21						
Appartement ou maison de type T2	22						
Appartement ou maison de type T3	23						
Appartement ou maison de type T4 ou plus	24						
Chambre d'hôtel	25						

C. Services et prestations proposés par l'établissement

SERVICES ET PRESTATIONS

Restauration collective : possibilité pour les personnes, hébergées ou non, de prendre un repas, préparé sur place ou livré, en commun au sein de l'établissement.

Restauration individuelle : possibilité pour les personnes de faire la cuisine elles-mêmes dans un espace partagé ou non.

Accès à des soins immédiats : transport et accompagnement immédiat vers la médecine de ville ou les hôpitaux, orientation ou délivrance de premiers secours ou premiers soins, lien avec les équipes mobiles de psychiatrie.

Domiciliation : service rendu aux personnes sans domicile stable leur permettant de disposer d'une adresse administrative pour faire valoir leurs droits civils, civiques et sociaux et d'y recevoir leur courrier.

Aide aux démarches administratives et juridiques : aide à la constitution de dossiers ou à la compréhension des démarches, procédures ou droits relatifs à l'état civil, la citoyenneté, l'accès au logement et aux aides, aux conditions de séjour et statut des personnes étrangères, aux questions de justice et de droit à la famille, l'accès aux services bancaires, etc.

Accompagnement vers l'emploi : aide face aux difficultés matérielles, sociales et psychologiques qui handicapent le retour au travail, orientation et accompagnement, y compris physiquement, vers Pôle emploi, les missions locales, les structures d'insertion, les organismes de formation, les employeurs, etc.

Accompagnement vers ou dans le logement : aide à la constitution d'un dossier de demande de logement, à la recherche d'un logement, à la mobilisation des aides au logement, accompagnement social dans le logement, aide au respect des règles de vie en habitat collectif, médiation en cas d'incident de parcours, etc., quel que soit le mode de financement.

Accompagnement à la santé et aux soins : éducation à la santé, recherche d'un climat de confiance nécessaire à l'acceptation d'une démarche de soin, propositions de bilans de santé, orientation et accompagnement, y compris physiquement, vers des prises en charge sanitaires adaptées.

Accompagnement à la parentalité : accompagnement des familles dans leur rôle éducatif, par des animations collectives, des groupes de paroles, du conseil individualisé, orientation et accompagnement vers les professionnels sociaux et sanitaires de la petite enfance, aide à la scolarisation.

Accompagnement à la vie sociale (culture, loisirs, sports) : ateliers d'écriture et d'expression, organisation de temps collectifs (ateliers artistiques, vacances, sorties culturelles, sport...), accompagnement personnalisé tenant compte des situations d'anxiété et de non demande.

ACTIVITÉS

Activités professionnelles en atelier et adaptation à la vie active : actions ayant pour but d'apprendre ou réapprendre les règles nécessaires à l'exercice d'une activité professionnelle. Elles s'adressent à des personnes qui ne sont pas en mesure d'effectuer un travail régulier en raison d'un cumul de difficultés, notamment sociales, professionnelles ou liées à leur état de santé et qui, pour ce motif n'ont pas vocation à bénéficier des aides à l'insertion par l'activité économique. L'adaptation à la vie active est régie par le décret n° 2001-576 du 3 juillet 2001.

Insertion par l'activité économique : l'insertion par l'activité économique a pour objet de permettre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle. Elle s'exerce au sein d'entreprises d'insertion, d'entreprises de travail temporaire d'insertion, d'associations intermédiaires ou encore de chantiers ou d'ateliers d'insertion. L'insertion par l'activité économique est régie par l'article L.5132 du Code du travail.

Accueil de jour / halte de nuit : accueil sans hébergement permettant à une personne de se rendre dans l'établissement afin de disposer d'un vestiaire, de prendre une douche, d'avoir un contact avec un travailleur social, etc.

Service d'accueil et d'orientation (SAO) : le SAO est une composante du dispositif de veille sociale. Il s'agit d'un guichet (accueil physique) inscrit dans un réseau partenarial de prise en charge des personnes en grande difficulté. Il assure le premier entretien avec la personne et initie son parcours.

Équipe mobile : maraude ou équipe de rue chargée d'entrer en contact avec les personnes qui ne formulent pas de demande explicite ou n'utilisent pas les dispositifs alors qu'elles sont à la rue.

115 : numéro d'appel d'urgence destiné à l'accueil et l'aide aux personnes sans-abri et en grande difficulté, gratuit et disponible 24h/24h.

Service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) : le SIAO a vocation, sous l'autorité de l'État, à disposer d'une vision exhaustive du parc d'hébergement et de logement. Il centralise les demandes de prise en charge et oriente vers la solution la plus adaptée à leur situation.

Le conseil de la vie sociale, ou conseil de concertation et comité de résidents pour les logements foyers, est constitué de représentants des personnes hébergées ou logées par l'établissement, et de représentants des professionnels et des gestionnaires de l'établissement. Il a pour but de donner son avis et faire des propositions sur toute question intéressant le fonctionnement de l'établissement. Le conseil de la vie sociale est régi par le décret 2004-287 du 25 mars 2004. Le conseil de concertation et le comité de résidents sont régis par les articles L633-4 et R633-5 et suivants du CCH.

Le comité de résidents représente les personnes logées dans le foyer au sein du conseil de concertation dans leurs relations avec le gestionnaire et le propriétaire de l'établissement, s'il est distinct du gestionnaire.

Existence de services ou de prestations au 15/12/2016				
Alimenter				
Restauration collective	A26	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Restauration individuelle	A27	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Distribution de produits alimentaires, de bons alimentaires, de tickets restaurant	A28	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Accès à des produits alimentaires à coût réduit ou issus de l'autoproduction	A29	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Aider matériellement ou financièrement				
Accès à des consignes ou bagageries	A30	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Distribution de vêtements, couvertures, duvets	A31	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Aide au transport	A32	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Procurer un accès à l'hygiène ou à des soins immédiats				
Accès à l'hygiène (douches, machines à laver, etc.) y compris sans hébergement	A33	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Accès à des soins immédiats	A34	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Accueillir				
Crèche, jardin d'enfants ou garderie	A35	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Chenil	A36	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Construire un parcours d'autonomie				
Domiciliation	A37	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Nombre de personnes prises en charge au 15/12/2016	A38	<input type="text"/>		
Aide aux démarches administratives et juridiques	A39	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Accompagnement vers l'emploi	A40	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Nombre de personnes prises en charge au 15/12/2016	A41	<input type="text"/>		
Accompagnement vers ou dans le logement	A42	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Nombre de personnes prises en charge au 15/12/2016	A43	<input type="text"/>		
Accompagnement à la santé et aux soins	A44	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Accompagnement à la parentalité	A45	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Accompagnement à la vie sociale (culture, loisirs, sports)	A46	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Existence d'autres activités dans l'établissement au 15/12/2016				
Activités professionnelles en atelier (y compris AVA)	A47	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Nombre de personnes prises en charge au 15/12/2016	A48	<input type="text"/>		
Insertion par l'activité économique	A49	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Nombre de personnes prises en charge au 15/12/2016	A50	<input type="text"/>		
Accueil de jour	A51	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Nombre de personnes prises en charge au 15/12/2016	A52	<input type="text"/>		
Halte de nuit	A53	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Nombre de personnes prises en charge au 15/12/2016	A54	<input type="text"/>		
Service d'accueil orientation (SAO)	A55	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Équipe mobile	A56	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
115	A57	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO)	A58	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Conseil de vie sociale ou de concertation, comité de résidents				
Existe-t-il un conseil de la vie sociale, un conseil de concertation ou un équivalent ?	A59	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Existe-t-il un comité de résidents ?	A60	Oui	<input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>

D. Projet d'établissement

L'établissement héberge-t-il ou loge-t-il des publics particuliers en priorité ?

Si oui, lesquels (plusieurs réponses possibles) :

	A61	Oui <input checked="" type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Personnes sortant de prison	A62	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Personnes relevant de mesures judiciaires	A63	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Personnes auteurs de violences	A64	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Personnes confrontées à l'alcoolisme, aux toxicomanies ou à d'autres dépendances	A65	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Personnes sortant d'établissement psychiatrique ou souffrant de troubles psychiques	A66	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Personnes souffrant de pathologies lourdes et invalidantes	A67	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Personnes victimes de violences	A68	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Femmes enceintes ou mères isolées accompagnées d'enfants de moins de 3 ans	A69	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Personnes prostituées, en danger ou sortant de prostitution	A70	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Jeunes (moins de 25 ans)	A71	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Personnes vieillissantes	A72	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Réfugiés statutaires	A73	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
Demandeurs d'asile	A74	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
L'établissement accepte-t-il des personnes accompagnées d'animaux ?	A75	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
L'établissement reçoit-il un financement du conseil départemental (Aide sociale à l'enfance) pour l'accueil de femmes enceintes ou mères isolées avec enfants de moins de 3 ans ?	A76	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
L'établissement reçoit-il un financement du ministère de la Justice pour l'accueil de sortants de prison ou de personnes relevant de mesures judiciaires ?	A77	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>
L'établissement reçoit-il un financement du ministère de la Santé pour l'accueil de personnes souffrant de troubles psychiques ?	A78	Oui <input type="radio"/>	Non <input type="radio"/>

Le **bordereau PERSONNEL (PER)** a pour objectif de décrire le personnel en fonction au 31/12/2016

Lisez attentivement les définitions. Si vous éprouvez des difficultés à décrire votre activité, prenez contact avec la hotline (coordonnées sur le **bordereau IDENTIFICATION**).

Inclure, quel que soit le budget utilisé :

- ↳ le personnel en congé ou en disponibilité depuis moins de 6 mois au 31/12/2016 ;
- ↳ le personnel remplaçant les titulaires en congé ou en disponibilité depuis 6 mois ou plus au 31/12/2016 ;
- ↳ le personnel en contrat aidé ou en alternance ;
- ↳ le personnel en contrat à durée déterminée ou intérim, sauf s'il remplace une personne en congé ou en disponibilité depuis moins de 6 mois ;
- ↳ les congréganistes non salariés ;
- ↳ le personnel mis à disposition de l'établissement ;
- ↳ le personnel des CCAS ou de la mairie qui gère l'établissement sur son poste de travail ;
- ↳ le personnel payé par l'établissement à la vacation ou sous forme d'honoraires.

Exclure :

- ↳ le personnel en congé ou en disponibilité depuis 6 mois ou plus au 31/12/2016 ;
- ↳ le personnel remplaçant les titulaires en congé ou en disponibilité depuis moins de 6 mois au 31/12/2016 ;
- ↳ les personnes suivies ou accueillies par le service ou l'établissement, même si elles y exercent une activité professionnelle en relation avec le fonctionnement de l'établissement ou du service ;
- ↳ le personnel à la charge du public accueilli (médecins ou personnels paramédicaux libéraux rendant visite à leurs patients et payés directement par eux) ;
- ↳ le personnel des sociétés de sous-traitance ;
- ↳ les bénévoles ;
- ↳ les stagiaires (sauf stagiaires fonctionnaires) et les volontaires civils.

CONSIGNES

Fonction principale exercée (colonne 4) : Indiquer la fonction exercée, que la personne soit titulaire d'un diplôme ou non. Si une personne exerce plusieurs fonctions au sein de l'établissement, indiquer celle qui lui prend le plus de temps, sauf pour les directeurs, pour qui la fonction de direction primera.

Note : On appelle personnel d'encadrement sanitaire et social le personnel qui exerce, dans le cadre de sa fonction usuelle, un rôle d'encadrement auprès d'autre personnel social, éducatif, médical ou paramédical.

Fonction publique ou convention (colonne 6) : En général, une même convention par établissement ou service.

Diplôme ou corps statutaire (colonne 8) : À renseigner uniquement pour les personnes exerçant principalement l'une des fonctions grisées dans la nomenclature des fonctions exercées (colonne 4).

Équivalent temps plein (colonne 9) : Rapporter le temps de travail hebdomadaire de l'employé au temps de travail statutaire de la profession considérée, sans compter les heures supplémentaires. L'ETP obtenu doit être inférieur ou égal à 1,00. Le temps de travail hebdomadaire statutaire est généralement de 35h ou 39h – sauf par exemple pour les professeurs des écoles (26h) ou les professeurs certifiés (18h).

Le **bordereau PERSONNES HÉBERGÉES OU LOGÉES (HEB)** a pour objectif de décrire les personnes - adultes et enfants - hébergées ou logées au 15 décembre 2016 sur les places permanentes hors places d'urgence des établissements accueillant des adultes et des familles en difficulté sociale.

Attention : Les personnes hébergées sur des places d'urgence et des places "hors hébergement" ne doivent pas être décrites ici.

Lisez attentivement les codes proposés pour chaque variable. Si vous éprouvez des difficultés à décrire votre activité, prenez contact avec la hotline (coordonnées sur le **bordereau IDENTIFICATION**).

CONSIGNES

Composition de la famille ou du groupe (colonne 2) : On considère comme une famille ou un groupe les personnes hébergées ensemble après avoir formulé conjointement leur demande d'hébergement.

Lien avec la personne de référence (colonne 3) : Choisir un adulte de la famille ou du groupe comme personne de référence et indiquer le lien avec cette personne pour les autres membres de cette famille ou ce groupe. Si la famille ou le groupe ne compte pas d'adulte, indiquer l'un des mineurs. Pour une personne seule, celle-ci est automatiquement personne de référence.

Exemples : Pour une personne seule, on indiquera 1 (Personne seule) dans la colonne 2 et 1 (Personne de référence) dans la colonne 3. Pour un couple accompagné de ses deux enfants et de la mère d'un des adultes, on indiquera 6 (Groupe d'adultes avec enfant(s)) dans la colonne 2 pour les cinq personnes du groupe et, dans la colonne 3, on indiquera 1 (Personne de référence) pour le père (ou la mère), 2 (Conjoint) pour la mère (ou le père selon), 6 (Enfant) pour les deux enfants et 3 (Ascendant direct) pour la grand-mère.

Nationalité (colonne 6) : Pays de l'Union européenne : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, République Tchèque, Slovaquie, Slovénie et Suède.

Statut (colonne 7) : À ne remplir que pour les personnes de nationalité étrangère non ressortissantes de l'Union européenne.

Note : L'accueil provisoire de séjour (APS) concerne les étrangers malades ou les étudiants, à l'exclusion des demandeurs d'asile.

Intervention du SIAO (colonne 11) : Indiquer si le service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO) est intervenu dans l'orientation de la personne vers l'établissement.

Type de place (colonne 12) : Il s'agit d'indiquer le type d'hébergement ou de logement des personnes décrites.

places d'insertion : Places relatives à un hébergement dans la durée de personnes confrontées à des difficultés sociales. Cet hébergement est associé à des actions socio-éducatives en vue d'aider les personnes accueillies à retrouver leur autonomie personnelle et sociale.

places de stabilisation : Places relatives à un hébergement, ouvert 24h/24h, avec un accompagnement social, qui doit permettre aux personnes fortement désocialisées, éloignées de l'insertion, de se stabiliser.

places d'urgence : Places relatives à un hébergement temporaire avec une prise en charge immédiate et inconditionnelle hors PADA (plateforme d'accueil des demandeurs d'asile).

places en logement adapté : Modalité de logement associant logements privés, espaces collectifs et services collectifs. Les occupants de ces logements, que leur occupation soit temporaire ou plus durable, versent une redevance ou un loyer, ont un statut d'occupation (bail ou titre d'occupation) et bénéficient des aides au logement.

autres places d'hébergement : Places d'hébergement ne relevant ni de l'insertion à proprement parler, ni de la stabilisation, ni de l'urgence. Par exemple : places de CADA, ATSA, accueil mère-enfant.

places hors hébergement : Activités hors hébergement pour lesquelles, pour des raisons administratives, il est habituel de rendre compte de l'activité avec un nombre de places. Exemples : insertion par l'activité économique, activités de veille sociale, accompagnement social dans le logement, équipes mobiles, activités professionnelles en atelier, services d'accueil et d'orientation, et accueil de jour. Ces places doivent être comprises dans le total de places figurant sur l'arrêté de référence de l'établissement.

Principal motif d'admission (colonne 13) : Le motif d'admission doit être identique pour l'ensemble des personnes composant une famille ou un groupe.

Type d'hébergement ou de logement antérieur (colonne 16) : Indiquer le type d'hébergement ou de logement juste avant l'entrée dans l'établissement.

Note : Le logement locatif social comprend différents types de logement : le logement (public ou privé) de type HLM, le logement subventionné ou conventionné, les coopératives d'habitation.

Catégorie socioprofessionnelle (colonne 19) : À remplir pour toute personne décrite, y compris les personnes au chômage ou retraitées (indiquer alors la dernière profession exercée ou la profession recherchée vu les qualifications).

Revenu du travail ou de stage (colonne 20) : Indiquer si la personne décrite perçoit ou non un revenu issu d'un travail en cours ou relatif à un stage (hors retraite, allocation chômage...).

Le **bordereau PERSONNES SORTIES (SOR)** a pour objectif de décrire les sorties définitives de l'établissement au cours de l'année 2016. Si une personne est sortie plusieurs fois de l'établissement dans l'année, elle doit être décrite autant de fois qu'elle est sortie définitivement. Une sortie est dite définitive si la place n'a pas été conservée pour la personne, même si la personne a été à nouveau hébergée en 2016.

Attention : Les personnes hébergées sur des places d'urgence et des places "hors hébergement" ne doivent pas être décrites ici.

Lisez attentivement les codes proposés pour chaque variable. Si vous éprouvez des difficultés à décrire votre activité, prenez contact avec la hotline (coordonnées sur le **bordereau IDENTIFICATION**).

CONSIGNES

Composition de la famille ou du groupe (colonne 2) : On considère comme une famille ou un groupe les personnes hébergées ensemble après avoir formulé conjointement leur demande d'hébergement.

Lien avec la personne de référence (colonne 3) : Choisir un adulte de la famille ou du groupe comme personne de référence et indiquer le lien avec cette personne pour les autres membres de cette famille ou ce groupe. Si la famille ou le groupe ne compte pas d'adulte, indiquer l'un des mineurs. Pour une personne seule, celle-ci est automatiquement personne de référence.

Exemples : Pour une personne seule, on indiquera 1 (Personne seule) dans la colonne 2 et 1 (Personne de référence) dans la colonne 3. Pour un couple accompagné de ses deux enfants et de la mère d'un des adultes, on indiquera 6 (Groupe d'adultes avec enfant(s)) dans la colonne 2 pour les cinq personnes du groupe et, dans la colonne 3, on indiquera 1 (Personne de référence) pour le père (ou la mère), 2 (Conjoint) pour la mère (ou le père selon), 6 (Enfant) pour les deux enfants et 3 (Ascendant direct) pour la grand-mère.

Nationalité (colonne 6) : Pays de l'Union européenne : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, République Tchèque, Slovaquie, Slovénie et Suède.

Statut (colonne 7) : À ne remplir que pour les personnes de nationalité étrangère non ressortissantes de l'Union européenne.

Note : L'accueil provisoire de séjour (APS) concerne les étrangers malades ou les étudiants, à l'exclusion des demandeurs d'asile.

Intervention du SIAO (colonne 13) : Indiquer si le service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO) est intervenu dans l'orientation de la personne vers l'établissement.

Type de place (colonne 14) : Il s'agit d'indiquer le type d'hébergement ou de logement des personnes décrites.

places d'insertion : Places relatives à un hébergement dans la durée de personnes confrontées à des difficultés sociales. Cet hébergement est associé à des actions socio-éducatives en vue d'aider les personnes accueillies à retrouver leur autonomie personnelle et sociale.

places de stabilisation : Places relatives à un hébergement, ouvert 24h/24h, avec un accompagnement social, qui doit permettre aux personnes fortement désocialisées, éloignées de l'insertion, de se stabiliser.

places d'urgence : Places relatives à un hébergement temporaire avec une prise en charge immédiate et inconditionnelle-hors PADA (plateforme d'accueil des demandeurs d'asile).

places en logement adapté : Modalité de logement associant logements privés, espaces collectifs et services collectifs. Les occupants de ces logements, que leur occupation soit temporaire ou plus durable, versent une redevance ou un loyer, ont un statut d'occupation (bail ou titre d'occupation) et bénéficient des aides au logement.

autres places d'hébergement : Places d'hébergement ne relevant ni de l'insertion à proprement parler, ni de la stabilisation, ni de l'urgence. Par exemple : places de CADA, ATSA, accueil mère-enfant.

places hors hébergement : Activités hors hébergement pour lesquelles, pour des raisons administratives, il est habituel de rendre compte de l'activité avec un nombre de places. Exemples : insertion par l'activité économique, activités de veille sociale, accompagnement social dans le logement, équipes mobiles, activités professionnelles en atelier, services d'accueil et d'orientation, et accueil de jour. Ces places doivent être comprises dans le total de places figurant sur l'arrêté de référence de l'établissement.

Principal motif d'admission (colonne 15) : Le motif d'admission doit être identique pour l'ensemble des personnes composant une famille ou un groupe.

Type d'hébergement ou de logement antérieur (colonne 17) et de destination (colonne 18) : Indiquer le type d'hébergement ou de logement juste avant l'entrée dans l'établissement (colonne 17) et le type d'hébergement ou de logement de destination au moment de la sortie (colonne 18).

Note : Le logement locatif social comprend différents types de logement : le logement (public ou privé) de type HLM, le logement subventionné ou conventionné, les coopératives d'habitation.

Catégorie socioprofessionnelle (colonne 21) : À remplir pour toute personne décrite, y compris les personnes au chômage ou retraitées (indiquer alors la dernière profession exercée ou la profession recherchée vu les qualifications).

Revenu du travail ou de stage (colonne 22) : Indiquer si la personne décrite perçoit ou non un revenu issu d'un travail en cours ou relatif à un stage (hors retraite, allocation chômage...).

Le **bordereau URGENCE (URG)** a pour objectif de décrire les personnes hébergées sur des places d'urgence dans la nuit du 21 au 22 février 2017. Il peut s'avérer nécessaire de poser des questions aux personnes hébergées.

Lisez attentivement les codes proposés pour chaque variable. Si vous éprouvez des difficultés à décrire votre activité, prenez contact avec la hotline (coordonnées sur le **bordereau IDENTIFICATION**).

DÉFINITION DES PLACES D'URGENCE : Les places d'urgence sont des places relatives à un hébergement temporaire, avec une prise en charge immédiate et inconditionnelle hors PADA (plateforme d'accueil des demandeurs d'asile).

CONSIGNES

Composition de la famille ou du groupe (colonne 2) : On considère comme une famille ou un groupe les personnes hébergées ensemble après avoir formulé conjointement leur demande d'hébergement.

Lien avec la personne de référence (colonne 3) : Choisir un adulte de la famille ou du groupe comme personne de référence et indiquer le lien avec cette personne pour les autres membres de cette famille ou ce groupe. Si la famille ou le groupe ne compte pas d'adulte, indiquer l'un des mineurs. Pour une personne seule, celle-ci est automatiquement personne de référence.

Exemples : Pour une personne seule, on indiquera 1 (Personne seule) dans la colonne 2 et 1 (Personne de référence) dans la colonne 3. Pour un couple accompagné de ses deux enfants et de la mère d'un des adultes, on indiquera 6 (Groupe d'adultes avec enfant(s)) dans la colonne 2 pour les cinq personnes du groupe et, dans la colonne 3, on indiquera 1 (Personne de référence) pour le père (ou la mère), 2 (Conjoint) pour la mère (ou le père selon), 6 (Enfant) pour les deux enfants et 3 (Ascendant direct) pour la grand-mère.

Nationalité (colonne 6) : Pays de l'Union européenne : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, République Tchèque, Slovaquie, Slovénie et Suède.

Statut (colonne 7) : À ne remplir que pour les personnes de nationalité étrangère non ressortissantes de l'Union européenne.

Note : *L'accueil provisoire de séjour (APS) concerne les étrangers malades ou les étudiants, à l'exclusion des demandeurs d'asile.*

Orientation (colonne 8) : Indiquer par quel service la personne a été orientée vers l'établissement, que la demande soit passée ou non par l'intermédiaire du SIAO.

Intervention du SIAO (colonne 9) : Indiquer si le service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO) est intervenu dans l'orientation de la personne vers l'établissement.

Nombre de nuits passées sur place (colonne 10) : Indiquer le nombre de nuits d'affiliée, y compris celle du 21 au 22 février 2017, que la personne a passées dans l'hébergement d'urgence dans le cadre de la même demande d'hébergement (la place restant réservée).

Attention : Si la place n'est pas gardée dans la journée et que les personnes doivent renouveler leur demande d'hébergement chaque jour, indiquer 1, même si la personne est revenue plusieurs nuits.

Ancienneté du dernier logement personnel (colonne 12) : Indiquer depuis quand la personne n'a pas eu de logement personnel, c'est-à-dire un logement occupé en tant que propriétaire, locataire ou sous-locataire ou le domicile parental ou conjugal.

Revenu du travail ou de stage (colonne 13) : Indiquer si la personne décrite perçoit ou non un revenu issu d'un travail en cours ou relatif à un stage (hors retraite, allocation chômage...).

IDENTIFICATION -1A

Le bordereau IDENTIFICATION (IDE) permet l'identification des établissements et services en faveur des adultes et familles en difficulté sociale.
Les zones pré-remplies peuvent être erronées, dans ce cas veuillez inscrire les modifications dans les zones prévues à cet effet.

A. Identification de la structure

		Modifications éventuelles	
Numéro FINESS (ou d'identification de l'établissement ou service)	A1	<input type="text"/>	B1
Numéro Siret	A2	<input type="text"/>	B2
Nom ou raison sociale	A3	<input type="text"/>	B3
Adresse	A4	<input type="text"/>	B4
Complément d'adresse ou Boîte postale	A5	<input type="text"/>	B5
Code postal	A6	<input type="text"/>	B6
Commune	A7	<input type="text"/>	B7
Téléphone	A8	<input type="text"/>	B6
E-mail de l'établissement	A9	<input type="text"/>	B9
Libellé de la catégorie FINESS	A10	<input type="text"/>	B10
Code de la catégorie FINESS	A11	<input type="text"/>	B11

Pour les résidences sociales uniquement :

Origines	C11	<input type="checkbox"/> Ex-foyer de jeunes travailleurs (ex-FJT)
		<input type="checkbox"/> Ex-foyer de travailleurs migrants(ex-FTM)
		<input type="checkbox"/> Ex nihilo

Pour les FJT uniquement :

Êtes-vous conventionné résidence sociale ? D11 Oui Non

B. Identification de l'entité juridique

		Modifications éventuelles	
Numéro FINESS de l'entité juridique	A12	<input type="text"/>	B12
Nom ou raison sociale	A13	<input type="text"/>	B13
Libellé du statut juridique	A14	<input type="text"/>	B14
Si le code du statut juridique n'est pas rempli, vous devez le compléter dans la zone de modifications éventuelles, case B15 (ci-dessous)			
Code du statut juridique	A15	<input type="text"/>	B15

C. Identification du répondant à l'enquête

Prénom	A16	<input type="text"/>	Nom	B16	<input type="text"/>
Téléphone	A17	<input type="text"/>	E-mail du répondant	B17	<input type="text"/>
Fonction	A18	<input type="text"/>			

EN CAS DE DIFFICULTÉ, VOUS POUVEZ CONTACTER

.HOTLINE : Tél. 01 71 25 00 11

Adresse électronique : hotline-enquete-es@ipsos-enquetes-drees.fr

Le **bordereau RÉSIDENTIE SOCIALE FOYER (RSF)** a pour objectif de décrire les personnes hébergées ou logées au 15 décembre 2016, le financement et les prestations, ainsi que le personnel en fonction au 31 décembre 2016.

Lisez attentivement les codes proposés pour chaque variable. Si vous éprouvez des difficultés à décrire votre activité, prenez contact avec la hotline (coordonnées sur le **bordereau IDENTIFICATION**).

A. Types de logement

Modalités de logements		Nombre d'unités au 15/12/2016 (1)	Dont conventionnées ALT (2)	Nombre de places au 15/12/2016 (3)	Effectifs logés au 15/12/2016 (4)	Dont adultes au 15/12/2016 (5)	Dont enfants au 15/12/2016 (6)	Nombre de personnes sorties en 2016 (7)
		A	B	C	D	E	F	G
Total	1							
Chambre individuelle (hors chambre d'hôtel)	2							
Chambre aménagée pour couples et familles	3							
Studio ou logement de type T1	4							
Appartement ou maison de type T1'	5							
Appartement ou maison de type T1bis	6							
Appartement ou maison de type T2	7							
Appartement ou maison de type T3	8							
Appartement ou maison de type T4 ou plus	9							

B. Financement et prestations

Bénéficiez-vous de l'AGLS (aide à la gestion locative sociale) ? **A10** Oui Non

Bénéficiez-vous du conventionnement à l'APL (aide personnalisée au logement) ? **A11** Oui Non

→ **Si non**, l'établissement ouvre-t-il droit à l'AL (aide au logement) ? **A12** Oui Non

Conseil de vie sociale ou de concertation, comité de résidents

Le conseil de la vie sociale, ou conseil de concertation et comité de résidents pour les logements foyers, est constitué de représentants des personnes hébergées ou logées par l'établissement, et de représentants des professionnels et des gestionnaires de l'établissement. Il a pour but de donner son avis et faire des propositions sur toute question intéressant le fonctionnement de l'établissement. Le conseil de la vie sociale est régi par le décret 2004-287 du 25 mars 2004. Le conseil de concertation et le comité de résidents sont régis par les articles L633-4 et R633-5 et suivants du CCH.

Le comité de résidents représente les personnes logées dans le foyer au sein du conseil de concertation dans leurs relations avec le gestionnaire et le propriétaire de l'établissement, s'il est distinct du gestionnaire.

Existe-t-il un conseil de la vie sociale, un conseil de concertation ou un équivalent ? **A13** Oui Non

Existe-t-il un comité de résidents ? **A14** Oui Non

C. Personnel en fonction au 31/12/2016

Équivalents temps plein (ETP) : il s'agit de rapporter le temps de travail hebdomadaire du salarié dans le service, sans compter les heures supplémentaires, au temps de travail statutaire de la profession considérée puis de sommer ces ETP pour l'ensemble du personnel.

Doivent être comptés : les personnes en congé ou disponibilité depuis moins de 6 mois, les remplaçants de personnes absentes depuis plus de 6 mois, les congréganistes non salariés, les personnes en contrat aidé ou en alternance, le personnel des CCAS ou de la mairie qui interviennent dans le service, les vacataires, CDD et intérimaires (sauf s'ils remplacent des personnes absentes depuis moins de 6 mois).

Exclure : Les personnes en congé ou disponibilité depuis plus de 6 mois, les remplaçants de personnes absentes depuis moins de 6 mois, les bénévoles, stagiaires (sauf stagiaires-fonctionnaires), volontaires civils, les sous-traitants.

		Effectifs	Équivalents temps plein
		A	B
Personnel administratif ou de direction	15		
Personnel des services généraux	16		
Personnel éducatif, pédagogique et social	17		
Autres types de personnels	18		
Total	19		

Le **bordereau PERSONNES HÉBERGÉES OU LOGÉES (HEB)** a pour objectif de décrire les personnes - adultes et enfants - hébergées ou logées au 15 décembre 2016 sur les places permanentes hors places d'urgence des établissements accueillant des adultes et des familles en difficulté sociale.

Attention : Les personnes hébergées sur des places d'urgence et des places "hors hébergement" ne doivent pas être décrites ici.

Lisez attentivement les codes proposés pour chaque variable. Si vous éprouvez des difficultés à décrire votre activité, prenez contact avec la hotline (coordonnées sur le **bordereau IDENTIFICATION**).

CONSIGNES

Composition de la famille ou du groupe (colonne 2) : On considère comme une famille ou un groupe les personnes hébergées ensemble après avoir formulé conjointement leur demande d'hébergement.

Lien avec la personne de référence (colonne 3) : Choisir un adulte de la famille ou du groupe comme personne de référence et indiquer le lien avec cette personne pour les autres membres de cette famille ou ce groupe. Si la famille ou le groupe ne compte pas d'adulte, indiquer l'un des mineurs. Pour une personne seule, celle-ci est automatiquement personne de référence.

Exemples : Pour une personne seule, on indiquera 1 (Personne seule) dans la colonne 2 et 1 (Personne de référence) dans la colonne 3. Pour un couple accompagné de ses deux enfants et de la mère d'un des adultes, on indiquera 6 (Groupe d'adultes avec enfant(s)) dans la colonne 2 pour les cinq personnes du groupe et, dans la colonne 3, on indiquera 1 (Personne de référence) pour le père (ou la mère), 2 (Conjoint) pour la mère (ou le père selon), 6 (Enfant) pour les deux enfants et 3 (Ascendant direct) pour la grand-mère.

Nationalité (colonne 6) : Pays de l'Union européenne : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, République Tchèque, Slovaquie, Slovénie et Suède.

Statut (colonne 7) : À ne remplir que pour les personnes de nationalité étrangère non ressortissantes de l'Union européenne.

Note : L'accueil provisoire de séjour (APS) concerne les étrangers malades ou les étudiants, à l'exclusion des demandeurs d'asile.

Intervention du SIAO (colonne 11) : Indiquer si le service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO) est intervenu dans l'orientation de la personne vers l'établissement.

Type de place (colonne 12) : Il s'agit d'indiquer le type d'hébergement ou de logement des personnes décrites.

places d'insertion : Places relatives à un hébergement dans la durée de personnes confrontées à des difficultés sociales. Cet hébergement est associé à des actions socio-éducatives en vue d'aider les personnes accueillies à retrouver leur autonomie personnelle et sociale.

places de stabilisation : Places relatives à un hébergement, ouvert 24h/24h, avec un accompagnement social, qui doit permettre aux personnes fortement désocialisées, éloignées de l'insertion, de se stabiliser.

places d'urgence : Places relatives à un hébergement temporaire avec une prise en charge immédiate et inconditionnelle hors PADA (plateforme d'accueil des demandeurs d'asile).

places en logement adapté : Modalité de logement associant logements privés, espaces collectifs et services collectifs. Les occupants de ces logements, que leur occupation soit temporaire ou plus durable, versent une redevance ou un loyer, ont un statut d'occupation (bail ou titre d'occupation) et bénéficient des aides au logement.

autres places d'hébergement : Places d'hébergement ne relevant ni de l'insertion à proprement parler, ni de la stabilisation, ni de l'urgence. Par exemple : places de CADA, ATSA, accueil mère-enfant.

places hors hébergement : Activités hors hébergement pour lesquelles, pour des raisons administratives, il est habituel de rendre compte de l'activité avec un nombre de places. Exemples : insertion par l'activité économique, activités de veille sociale, accompagnement social dans le logement, équipes mobiles, activités professionnelles en atelier, services d'accueil et d'orientation, et accueil de jour. Ces places doivent être comprises dans le total de places figurant sur l'arrêté de référence de l'établissement.

Principal motif d'admission (colonne 13) : Le motif d'admission doit être identique pour l'ensemble des personnes composant une famille ou un groupe.

Type d'hébergement ou de logement antérieur (colonne 16) : Indiquer le type d'hébergement ou de logement juste avant l'entrée dans l'établissement.

Note : Le logement locatif social comprend différents types de logement : le logement (public ou privé) de type HLM, le logement subventionné ou conventionné, les coopératives d'habitation.

Catégorie socioprofessionnelle (colonne 19) : À remplir pour toute personne décrite, y compris les personnes au chômage ou retraitées (indiquer alors la dernière profession exercée ou la profession recherchée vu les qualifications).

Revenu du travail ou de stage (colonne 20) : Indiquer si la personne décrite perçoit ou non un revenu issu d'un travail en cours ou relatif à un stage (hors retraite, allocation chômage...).

Le **bordereau PERSONNES SORTIES (SOR)** a pour objectif de décrire les sorties définitives de l'établissement au cours de l'année 2016. Si une personne est sortie plusieurs fois de l'établissement dans l'année, elle doit être décrite autant de fois qu'elle est sortie définitivement. Une sortie est dite définitive si la place n'a pas été conservée pour la personne, même si la personne a été à nouveau hébergée en 2016.

Attention : Les personnes hébergées sur des places d'urgence et des places "hors hébergement" ne doivent pas être décrites ici.

Lisez attentivement les codes proposés pour chaque variable. Si vous éprouvez des difficultés à décrire votre activité, prenez contact avec la hotline (coordonnées sur le **bordereau IDENTIFICATION**).

CONSIGNES

Composition de la famille ou du groupe (colonne 2) : On considère comme une famille ou un groupe les personnes hébergées ensemble après avoir formulé conjointement leur demande d'hébergement.

Lien avec la personne de référence (colonne 3) : Choisir un adulte de la famille ou du groupe comme personne de référence et indiquer le lien avec cette personne pour les autres membres de cette famille ou ce groupe. Si la famille ou le groupe ne compte pas d'adulte, indiquer l'un des mineurs. Pour une personne seule, celle-ci est automatiquement personne de référence.

Exemples : Pour une personne seule, on indiquera 1 (Personne seule) dans la colonne 2 et 1 (Personne de référence) dans la colonne 3. Pour un couple accompagné de ses deux enfants et de la mère d'un des adultes, on indiquera 6 (Groupe d'adultes avec enfant(s)) dans la colonne 2 pour les cinq personnes du groupe et, dans la colonne 3, on indiquera 1 (Personne de référence) pour le père (ou la mère), 2 (Conjoint) pour la mère (ou le père selon), 6 (Enfant) pour les deux enfants et 3 (Ascendant direct) pour la grand-mère.

Nationalité (colonne 6) : Pays de l'Union européenne : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, République Tchèque, Slovaquie, Slovénie et Suède.

Statut (colonne 7) : À ne remplir que pour les personnes de nationalité étrangère non ressortissantes de l'Union européenne.

Note : L'accueil provisoire de séjour (APS) concerne les étrangers malades ou les étudiants, à l'exclusion des demandeurs d'asile.

Intervention du SIAO (colonne 13) : Indiquer si le service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO) est intervenu dans l'orientation de la personne vers l'établissement.

Type de place (colonne 14) : Il s'agit d'indiquer le type d'hébergement ou de logement des personnes décrites.

places d'insertion : Places relatives à un hébergement dans la durée de personnes confrontées à des difficultés sociales. Cet hébergement est associé à des actions socio-éducatives en vue d'aider les personnes accueillies à retrouver leur autonomie personnelle et sociale.

places de stabilisation : Places relatives à un hébergement, ouvert 24h/24h, avec un accompagnement social, qui doit permettre aux personnes fortement désocialisées, éloignées de l'insertion, de se stabiliser.

places d'urgence : Places relatives à un hébergement temporaire avec une prise en charge immédiate et inconditionnelle-hors PADA (plateforme d'accueil des demandeurs d'asile).

places en logement adapté : Modalité de logement associant logements privés, espaces collectifs et services collectifs. Les occupants de ces logements, que leur occupation soit temporaire ou plus durable, versent une redevance ou un loyer, ont un statut d'occupation (bail ou titre d'occupation) et bénéficient des aides au logement.

autres places d'hébergement : Places d'hébergement ne relevant ni de l'insertion à proprement parler, ni de la stabilisation, ni de l'urgence. Par exemple : places de CADA, ATSA, accueil mère-enfant.

places hors hébergement : Activités hors hébergement pour lesquelles, pour des raisons administratives, il est habituel de rendre compte de l'activité avec un nombre de places. Exemples : insertion par l'activité économique, activités de veille sociale, accompagnement social dans le logement, équipes mobiles, activités professionnelles en atelier, services d'accueil et d'orientation, et accueil de jour. Ces places doivent être comprises dans le total de places figurant sur l'arrêté de référence de l'établissement.

Principal motif d'admission (colonne 15) : Le motif d'admission doit être identique pour l'ensemble des personnes composant une famille ou un groupe.

Type d'hébergement ou de logement antérieur (colonne 17) et de destination (colonne 18) : Indiquer le type d'hébergement ou de logement juste avant l'entrée dans l'établissement (colonne 17) et le type d'hébergement ou de logement de destination au moment de la sortie (colonne 18).

Note : Le logement locatif social comprend différents types de logement : le logement (public ou privé) de type HLM, le logement subventionné ou conventionné, les coopératives d'habitation.

Catégorie socioprofessionnelle (colonne 21) : À remplir pour toute personne décrite, y compris les personnes au chômage ou retraitées (indiquer alors la dernière profession exercée ou la profession recherchée vu les qualifications).

Revenu du travail ou de stage (colonne 22) : Indiquer si la personne décrite perçoit ou non un revenu issu d'un travail en cours ou relatif à un stage (hors retraite, allocation chômage...).

Le **bordereau URGENCE (URG)** a pour objectif de décrire les personnes hébergées sur des places d'urgence dans la nuit du 21 au 22 février 2017. Il peut s'avérer nécessaire de poser des questions aux personnes hébergées.

Lisez attentivement les codes proposés pour chaque variable. Si vous éprouvez des difficultés à décrire votre activité, prenez contact avec la hotline (coordonnées sur le **bordereau IDENTIFICATION**).

DÉFINITION DES PLACES D'URGENCE : Les places d'urgence sont des places relatives à un hébergement temporaire, avec une prise en charge immédiate et inconditionnelle hors PADA (plateforme d'accueil des demandeurs d'asile).

CONSIGNES

Composition de la famille ou du groupe (colonne 2) : On considère comme une famille ou un groupe les personnes hébergées ensemble après avoir formulé conjointement leur demande d'hébergement.

Lien avec la personne de référence (colonne 3) : Choisir un adulte de la famille ou du groupe comme personne de référence et indiquer le lien avec cette personne pour les autres membres de cette famille ou ce groupe. Si la famille ou le groupe ne compte pas d'adulte, indiquer l'un des mineurs. Pour une personne seule, celle-ci est automatiquement personne de référence.

Exemples : Pour une personne seule, on indiquera 1 (Personne seule) dans la colonne 2 et 1 (Personne de référence) dans la colonne 3. Pour un couple accompagné de ses deux enfants et de la mère d'un des adultes, on indiquera 6 (Groupe d'adultes avec enfant(s)) dans la colonne 2 pour les cinq personnes du groupe et, dans la colonne 3, on indiquera 1 (Personne de référence) pour le père (ou la mère), 2 (Conjoint) pour la mère (ou le père selon), 6 (Enfant) pour les deux enfants et 3 (Ascendant direct) pour la grand-mère.

Nationalité (colonne 6) : Pays de l'Union européenne : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, République Tchèque, Slovaquie, Slovénie et Suède.

Statut (colonne 7) : À ne remplir que pour les personnes de nationalité étrangère non ressortissantes de l'Union européenne.

Note : L'accueil provisoire de séjour (APS) concerne les étrangers malades ou les étudiants, à l'exclusion des demandeurs d'asile.

Orientation (colonne 8) : Indiquer par quel service la personne a été orientée vers l'établissement, que la demande soit passée ou non par l'intermédiaire du SIAO.

Intervention du SIAO (colonne 9) : Indiquer si le service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO) est intervenu dans l'orientation de la personne vers l'établissement.

Nombre de nuits passées sur place (colonne 10) : Indiquer le nombre de nuits d'affiliée, y compris celle du 21 au 22 février 2017, que la personne a passées dans l'hébergement d'urgence dans le cadre de la même demande d'hébergement (la place restant réservée).

Attention : Si la place n'est pas gardée dans la journée et que les personnes doivent renouveler leur demande d'hébergement chaque jour, indiquer 1, même si la personne est revenue plusieurs nuits.

Ancienneté du dernier logement personnel (colonne 12) : Indiquer depuis quand la personne n'a pas eu de logement personnel, c'est-à-dire un logement occupé en tant que propriétaire, locataire ou sous-locataire ou le domicile parental ou conjugal.

Revenu du travail ou de stage (colonne 13) : Indiquer si la personne décrite perçoit ou non un revenu issu d'un travail en cours ou relatif à un stage (hors retraite, allocation chômage...).

